

Chypre s'apprête à renouveler son parlement alors que la situation du pays a peu évolué

de Corinne Deloy

ANALYSE
1 mois avant
le scrutin

517 571 Chypriotes sont conviés aux urnes le 22 mai prochain pour désigner les 56 membres de la chambre des Représentants (Parlement). Environ 25 bureaux de vote seront ouverts à l'étranger pour ce scrutin. Les personnes souhaitant se présenter au scrutin doivent se faire enregistrer avant le 3 mai prochain.

37 années de divisions

Chypre est divisée depuis 37 ans. Nombreux sont donc les jeunes Chypriotes qui n'ont jamais connu le pays uni. Depuis juillet 1974, l'île est traversée par une « ligne verte » contrôlée par les Casques bleus des Nations unies. L'ONU est présente à Chypre depuis 1963, année des premiers affrontements communautaires. Le 15 juillet 1974, la Garde nationale, inspirée par la junte militaire en place en Grèce depuis 1967, renverse le président de la République chypriote, l'archevêque Makarios III, et le remplace par Nikos Sampson. Le 20 juillet, les troupes turques débarquent à Kyrénia (nord du pays) pour protéger la minorité turque. Le gouvernement de Nikos Sampson parvient, avec l'aide de l'armée grecque, à les maintenir derrière une ligne (qui deviendra la ligne verte) avant de s'écrouler 4 jours plus tard. Mais la Turquie refuse de quitter le territoire qu'elle occupe, y compris après la chute de Nikos Sampson. Le 30 juillet 1974, la Turquie, la Grèce et le Royaume-Uni instituent une zone de sécurité gardée par les Casques bleus des Nations unies et reconnaissent l'existence de deux administrations autonomes. Le 13 février 1975, le dirigeant turc Rauf Denktash proclame l'Etat autonome, laïc et fédéré dont il est élu Président l'année suivante. En janvier 1977, Rauf Denktash et Makarios III s'accordent sur le principe d'un Etat fédéral bicommunautaire mais la mort de ce dernier le 3 août met un terme aux négociations. La République turque de Chypre du Nord proclame son indépendance en 1983. La Turquie est le seul Etat à

la reconnaître au niveau international. 35 000 soldats turcs sont toujours stationnés dans la partie nord de l'île.

L'île compte 770 000 Chypriotes, dont un tiers de réfugiés (160 000 Chypriotes ont fui leurs habitations au moment de l'invasion turque) ; 210 000 personnes résident dans la partie nord de l'île. Le 11 novembre 2002, soit 18 mois avant l'entrée de Chypre dans l'Union européenne, l'ONU a soumis un 3e plan de paix et de réunification (après ceux de 1986 et de 1992). Ce plan Annan (du nom du secrétaire général de l'ONU de l'époque) proposait la création d'une République unie de Chypre sous la forme d'une confédération de deux Etats constituants largement autonomes (un grec au sud et un turc au nord) inspirée du modèle de la Confédération helvétique. Ce plan a été soumis par référendum à l'ensemble des habitants de l'île le 24 avril 2004. Les Chypriotes l'ont rejeté à 75,83%, mais 64,9% des habitants de la partie nord de l'île l'ont approuvé. 89,18% des électeurs se sont rendus aux urnes à Chypre (où le vote est obligatoire) et 87% ont fait de même dans la partie nord.

Où en sont les négociations ?

La Force des Nations unies (UNFICYP) est présente à Chypre depuis 1964, c'est l'une des missions de l'ONU les plus anciennes. Elle compte 1000 soldats et 150 personnels civils. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a rencontré le président de la République de Chypre Demetris Christofias et son « homologue » de

la partie nord de l'île Dervis Eroglu (Parti de l'unité nationale, UBP), à New York, le 18 novembre 2010. Depuis septembre 2008, les négociations ont reprises sous l'égide des Nations unies. Toutefois, Ban Ki-moon a reporté à juin prochain la rencontre qu'il devait avoir début avril avec les deux hommes estimant que « les discussions sur la réunification n'ont pas enregistré de progrès significatifs ». Il espère que les conditions seront meilleures après les élections législatives à Chypre et celles prévues en Turquie le 12 juin prochain. Il a rappelé que les négociations de paix ne pouvaient pas s'éterniser et que des choix devaient être faits pour sortir de l'impasse actuelle et réunifier l'île. Il a parlé de « rhétorique publique négative », estimant que le scepticisme public était croissant quant à la conclusion d'un accord et affirmé que les discussions n'étaient « pas prises au sérieux par les parties en présence » ajoutant « Une meilleure dynamique est nécessaire pour parvenir à des accords substantiels sur des problèmes centraux sur tous les chapitres avant que les cycles électoraux ne soient trop avancés. Je demeure inquiet face au rythme des progrès dans les discussions. Le statu quo ne peut continuer ». Il a demandé à Demetris Christofias et à Dervis Eroglu de faire de nouveaux efforts et a rappelé l'énergie et les ressources importantes que l'ONU avait investies depuis 37 ans pour aider Chypre à dépasser sa division. « Les enquêtes réalisées montrent que les gens attendent plus que des discussions et souhaitent que l'on parvienne rapidement à un accord » a conclu Ban Ki-moon leur demandant « du courage et un véritable leadership ». Selon Alexander Downer, conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour Chypre, « la question n'est pas de savoir si un accord est possible mais si les deux parties le souhaitent vraiment ».

Aucun progrès tangible n'a été enregistré depuis la reprise des négociations entre les deux entités. L'élection de Dervis Eroglu à la présidence de la partie nord de l'île le 18 avril 2010, consécutive à la victoire du Parti de l'unité nationale aux élections législatives du 19 avril 2009 a compliqué les choses. Le président chypriote, Demetris Christofias, avait négocié avec son prédécesseur, Mehmet Ali Talat (Parti républicain turc, CTP). Il a qualifié la Turquie d'« arrogante et de cynique ». « Je veux espérer qu'après les élections législatives en Turquie, les autorités d'Ankara réviseront leurs posi-

tions » a déclaré le chef de l'Etat qui a tenu à rappeler que les Chypriotes avaient eu raison de rejeter le plan Annan qui n'apportait pas de véritables solutions sur des enjeux clés que sont la sécurité, les garanties et la propriété.

Les droits de propriété et les limites territoriales sont en effet des sujets sensibles des négociations en cours. Les Chypriotes exigent que toutes les personnes possédant une propriété dans le nord de l'île soient autorisées à s'y réinstaller. Les Turcs leur opposent une fin de non recevoir, considérant que les habitants actuels possèdent également des droits, et préféreraient que soit mis en place un système de compensations financières.

Le système politique chypriote

La Constitution de 1960 n'est plus appliquée dans l'île depuis les troubles intercommunautaires de 1963.

Le président de la République de Chypre, élu au suffrage universel pour un mandat de 5 ans, occupe également la fonction de chef du gouvernement. Selon la Constitution, la fonction présidentielle est réservée à un Chypriote quand celle de vice-président revient à un Turc (le poste est actuellement vacant). L'actuel président Demetris Christofias (Parti progressiste des travailleurs, AKEL) a succédé à Tassos Papadopoulos (Parti démocratique, DIKO), le 24 février 2008, recueillant 53,37% des suffrages, contre 46,53% pour son principal rival, Ioannis Kasoulidès (Rassemblement démocratique, DISY). Le gouvernement rassemble le Parti progressiste des travailleurs, le Parti démocratique et des personnalités indépendantes.

La Vouli antiprosopon (chambre des représentants) est la chambre unique du Parlement chypriote. En juillet 1985, elle a adopté une loi qui a porté le nombre de sièges de l'assemblée à 80 : 56 d'entre eux (70%) sont élus par les Chypriotes et 24 (30%) réservés à la communauté turque. Ces derniers sont donc vacants et ne seront donc pas renouvelés le 22 mai prochain.

Les candidats au poste de député doivent être âgés d'au moins 35 ans. Tout parti politique doit recueillir au minimum 1,8% des suffrages exprimés au niveau national pour pouvoir être représenté à la Chambre des représentants. Le vote se fait selon la méthode d'Hare Niemeyer au sein de 6 circonscriptions : Nicosie, 21 députés ; Limassol, 12 ; Famagouste, 11 ; Larnaka, 5 ; Paphos, 4 et Kyrenia, 3. Les électeurs peuvent voter

soit pour un seul parti en classant les candidats de ce parti par ordre de préférence, soit pour des candidats de différents partis. Enfin, le parlement comprend 3 députés représentant 3 communautés différentes élus par les seuls membres de ces communautés. Dans le parlement sortant, Vartkes Mahtesian est le représentant de la communauté arménienne, Antonis Hatziroussos celui des maronites (catholiques rattachés à l'église syrienne) et Benito Mantovani, celui des catholiques romains. Chaque communauté compte environ 5 000 membres mais chacune, et notamment les maronites, est localisée dans une enclave.

6 partis politiques sont représentés dans l'actuelle Chambre des représentants :

- le Parti progressiste des travailleurs (AKEL), fondé en 1926 sous le nom de Parti communiste chypriote (CPC) mais qui a abandonné une partie de ses idéaux marxistes-léninistes. Parti de l'actuel président de la République Demetris Christofias, opposé au plan de paix et de réunification, il compte 18 députés ;
- le Rassemblement démocratique (DISY), principal parti d'opposition situé à droite sur l'échiquier politique, fondé en 1976 et dirigé par Nicos Anastasiades, possède 18 sièges ;
- le Parti démocratique (DIKO), de centre gauche fondé en 1976 et dirigé depuis 2006 par Marios Karoyian, compte 11 députés ;
- le Mouvement pour la social-démocratie (EDEK), fondé en 1969 et présidé depuis 2003 par Yiannakis Omirou. Membre du gouvernement jusqu'en février 2010, il possède 5 sièges ;
- Nouveaux horizons (NO), a fusionné le 1er juin 2005 avec Démocratie européenne pour devenir le Parti européen (EVROKO), parti d'extrême droite dirigé par Demetris Syllouris, compte 3 députés ;
- le Mouvement écologiste et environnementaliste (KOP), dirigé par Ioanna Panayiotou, possède 1 siège.

La campagne électorale

Le Parti progressiste des travailleurs est le seul parti communiste au pouvoir dans l'Union européenne tout comme Chypre est l'un des deux seuls gouvernements communistes du monde à avoir été élu démocratiquement (avec le Népal). Le parti du président de la République sortant Demetris Christofias est opposé aux privatisations et, plus largement, au libéralisme éco-

nomique (en 2005, il a ainsi voté contre le traité établissant une Constitution pour l'Europe qu'elle jugeait « trop néo-libérale »). L'AKEL tolère cependant les implications économiques qu'a entraînées l'adhésion de l'île à l'Union européenne.

2 ans après le début de la crise économique internationale, la situation de l'économie chypriote est tendue. Nicosie a dû par trois fois emprunter de l'argent sur les marchés financiers et pourrait être contraint de recourir de nouveau à l'emprunt en mai ou juin prochains. De ce fait, la note de l'île a été dégradée par les agences de notation Standard and Poor's et Moody's. Cette dernière a dressé le bilan suivant : inadéquation des mesures fiscales, absence de réforme structurelle concernant les salaires du secteur public et les transferts sociaux qui constituent les 2/3 des dépenses de l'Etat rendant difficile la réduction du déficit public et de la dette.

Demetris Christofias a rejeté la responsabilité de cette dégradation de la note du pays sur le gouverneur de la Banque centrale, Athanasios Orphanides. Le chef de l'Etat a souligné que son gouvernement, qui a dû modifier ses priorités en raison de la crise économique, a su agir efficacement en accélérant le développement et en accroissant les dépenses de l'Etat de 300 millions €, ce qui a permis une augmentation des pensions de retraite de 30% et une hausse des aides sociales de 46%.

« Nous avons des problèmes chroniques que nous ne mettons pas sous le tapis mais que nous essayons de résoudre » affirme le ministre des Finances, Charilaos Stavrakis (indépendant). Le gouvernement a entamé une action visant à réduire le nombre de fonctionnaires (55 000 dans le pays) qui « coûtent » plus de 2 milliards € à l'Etat (30% du total des dépenses). Le nombre de fonctionnaires a chuté de 1 240 en décembre dernier.

Le 15 avril dernier, le gouvernement a décidé de repousser le débat prévu sur la réforme des pensions de retraite. Charilaos Stavrakis a indiqué que la campagne électorale serait l'occasion d'un débat national sur l'avenir du système de retraites dans le pays. Les rencontres prévues de longue date entre le gouvernement et les représentants des syndicats ont été reportées. Les forces de l'opposition ont critiqué le président sortant Demetris Christofias pour ne pas avoir tenu son engagement de faire avancer les négociations

avec le syndicat panchypriote de la fonction publique (PASYDY). Le chef de l'Etat a affirmé que plusieurs rencontres avaient eu lieu loin des médias, une information que le leader du syndicat, Glafcos Hadjipetrou, a pourtant démentie.

Le 18 avril, la ministre du Travail Sotiroulla Charalambous (AKEL) a proposé une hausse du salaire minimum de 2,5%, une mesure qui vise à améliorer le quotidien des plus vulnérables, à savoir les jeunes et les femmes dont une grande part travaille dans des secteurs où les conventions collectives sont inexistantes. Le salaire minimum devrait passer de 835 à 855 € (de 887 à 907 € après 6 mois de travail dans la même entreprise). Chefs d'entreprise et syndicalistes se sont élevés contre cette mesure. La Fédération démocratique du travail (DEOK) considère l'augmentation insuffisante tandis que Michalis Pilikos, directeur de la Fédération des employeurs et des industriels (OEV), a souligné que cette hausse arrivait au plus mauvais moment et que la priorité devrait être donnée à l'emploi et non à l'augmentation du salaire minimum qui, selon lui, va forcément entraîner une pression sur les salaires.

Le leader de l'opposition Nicos Anastasiades (DISY) critique le président Christofias pour son manque de vision et de perspectives et affirme que la situation de l'île a empiré sous le règne du chef de l'Etat sortant. Nicos Anastasiades veut changer la politique chypriote en encourageant l'initiative privée, seule capable de créer de la richesse et de produire de la croissance tandis que l'Etat contribue à augmenter les dettes et les déficits.

Le leader du DISY est favorable à la privatisation partielle de plusieurs organisations gouvernementales, à la mise en place de mesures pour aider les petites et moyennes entreprises qui, selon lui, connaissent d'importantes difficultés pour emprunter les fonds qui leur sont nécessaires, à l'augmentation des contributions à la sécurité sociale des fonctionnaires, à un moratorium de 2 ans sur les embauches dans le secteur public et à la fin de l'augmentation des taxes sur les produits de consommation (le gouvernement a accru la TVA de 5% sur les produits alimentaires et introduit un impôt sur le tabac). Selon Nicos Anastasiades, la dégradation de la note de Chypre est bien une conséquence de la politique menée par le gouvernement sortant.

Membre de la coalition gouvernementale, le Parti démocratique s'est récemment opposé au Parti progressiste des travailleurs au sujet du veto apposé par le président Christofias à la participation de Chypre au programme de partenariat de la paix de l'OTAN, qui constitue l'antichambre de l'adhésion à l'organisation internationale. La résolution avait été votée par le Rassemblement démocratique, le Mouvement pour la social-démocratie, le Parti européen et le Parti démocratique au Parlement.

L'article 50-1-A de la Constitution chypriote autorise le parlement à voter des résolutions sur des sujets en rapport avec la participation de l'île à des organisations internationales dont la Grèce et la Turquie sont membres. Le président de la République ne peut dans ce cas apposer son veto à ses résolutions. Marios Garoyian, leader du Parti démocratique, a d'ailleurs déclaré que le veto du chef de l'Etat violait la Loi fondamentale chypriote. Le Parti progressiste des travailleurs a critiqué son partenaire de coalition gouvernementale pour s'être allié lors de ce vote au principal parti de l'opposition, le Rassemblement démocratique et l'a accusé d'avoir mené des tractations secrètes, ce que Marios Garoyian a démenti. Le porte-parole du gouvernement, Stefanos Stefanou, a affirmé que la résolution votée par le parlement avait davantage pour but d'isoler Demetris Christofias que de servir les véritables intérêts de Chypre. « Nous n'avons jamais pensé que notre participation au gouvernement abolissait note indépendance politique. Nous n'avons jamais pensé qu'une alliance politique signifiait que nous devions nous fondre dans un autre parti. Cela n'était pas, cela n'est pas et cela ne sera pas notre objectif » a souligné le leader du Parti démocratique.

De son côté, le Mouvement pour la social-démocratie a déploré le fait que le gouvernement ne respecte pas le parlement. Ancien partenaire du Parti progressiste des travailleurs au sein de la coalition gouvernementale, il affirme que le président Christofias « vit dans une réalité virtuelle et enjolive la réalité en présentant Chypre comme un pays sans problème ».

Selon les dernières enquêtes d'opinion, le DISY principal parti d'opposition devrait arriver en tête des élections législatives le 22 mai prochain avec 25,1% des suffrages. Il devancerait le Parti progressiste des travailleurs (AKEL) qui recueillerait 23,2% des voix, le Parti démocratique 11,2%, le Mouvement pour la social-démocratie

cratie 6,8%, le Parti européen 3,8%) et le Mouvement écologiste et environnementaliste 2%. L'avenir de l'île est la principale motivation de vote de la majorité des

Chyriotes (54,7%), loin devant l'économie mentionnée par 20,8% des personnes interrogées.

Rappel des résultats des élections législatives du 21 mai 2006 à Chypre

Participation : 89,02% (le vote est obligatoire dans l'île)

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges obtenus
Parti progressiste des travailleurs (AKEL)	131 066	31,1	18
Rassemblement démocratique (DISY)	127 776	30,3	18
Parti démocratique (DIKO)	75 458	17,9	11
Mouvement pour la social-démocratie (EDEK)	37 533	8,9	5
Parti européen (EVROKO)	24 196	5,8	3
Mouvement écologiste et environnementaliste (KOP)	8 193	2	1
Démocrates unis (ED)	6 567	1,6	0
Autres	10 298	2,4	0

Source : Site internet des élections
(<http://www.vouleftikes.com/images/users/1/Docs/Sygentrotika%20vouleftikes%202006.pdf>)

L'opposition de droite est en tête des intentions de vote à une semaine des élections législatives à Chypre

La Chambre des représentants, parlement chypriote, a été dissoute le 26 avril dernier. 531 136 personnes, dont près de 200 000 dans le seul district de Nicosie (191 517), éliront le 22 mai prochain les 56 membres de la nouvelle assemblée. Seuls 10 000 des 34 000 jeunes ayant atteint l'âge de 18 ans depuis le dernier scrutin législatif du 21 mai 2006 se sont inscrits sur les listes électorales. Le vote est pourtant obligatoire à Chypre. L'abstention est passible d'une amende de 342 € et d'une peine allant jusqu'à 6 mois de prison ferme mais cette loi n'est pas appliquée. 486 personnes habitant la partie Nord de l'île sont inscrites sur les listes électorales. Le nombre de sièges à pourvoir par circonscription a été modifié avant les élections législatives : Nicosie élira 20 députés (- 1) ; Limassol, 12 ; Famagouste, 11 ; Larnaca (+ 1), 6 ; Paphos, 4 et Kyrenia, 3.

406 personnes issues de 9 partis politiques (142 dans le district de Nicosie, 86 dans celui de Limassol, 77 dans celui de Famagouste, 50 dans celui de Larnaca, 34 dans celui de Paphos et 23 dans celui de Kyrenia) et 6 indépendants (3 à Limassol, 2 à Nicosie et 1 à Paphos) sont officiellement candidats le 22 mai. 9 personnes postulent à la fonction de représentant d'une des 3 commu-

J-7
7 jours avant
le scrutin

nautés (Arméniens, Maronites et catholiques romains) siégeant au Parlement. Chacun de ces représentants est élu par les seuls membres de sa communauté. Il ne

4 nouveaux partis politiques concourent pour la première fois à des élections nationales. Le Front national populaire (ELAM), parti d'extrême droite dirigé par Christodoulos Ioannides, se bat pour « protéger les intérêts grecs ». « Le problème de Chypre est celui de l'invasion et de l'occupation turques. Les Turcs ne sont pas nos frères. L'histoire de Chypre de 1960 à 1974 a montré que Turcs et Grecs ne peuvent pas vivre en harmonie » a déclaré le leader extrémiste. Le parti souhaite l'établissement d'un gouvernement central puissant pour s'occuper aussi bien Grecs que des minorités turques. Il veut également lutter contre l'immigration, notamment illégale, qui est synonyme de hausse du chômage et de la criminalité. 16 personnes porteront les couleurs du Front national populaire le 22 mai prochain.

A l'autre bord de l'échiquier politique, on trouve le Mouvement socialiste populaire (LASOK). Dirigé par Lakis Ioannou, ce parti d'extrême gauche est favorable à l'établissement d'un gouvernement fédéral pour régler le problème chypriote mais rejoint le Front national populaire en ce qu'il souhaite également limiter le nombre de migrants sur l'île. 17 personnes se présentent sous ces couleurs.

Dirigée par Thekla Petridou, la Coopération chypriote (KYPROS) est favorable à un plus grand contrôle de l'immigration et à la promotion de l'éducation grecque dans les écoles. 28 personnes porteront les couleurs du parti le 22 mai. Enfin, le Mouvement des citoyens (ZYGOS), fondé en janvier dernier par des universitaires et des hommes d'affaires, défend l'idée de l'établissement d'un gouvernement d'experts, arguant du fait que les partis politiques défendent leurs intérêts avant ceux des citoyens. Le parti souhaite lutter contre la corruption. 10 personnes se présentent sous l'étiquette du Mouvement des citoyens.

Le leader du principal parti d'opposition, le Rassemblement démocratique (DISY), Nicos Anastasiades, reproche au gouvernement, dirigé par le président de la République Demetris Christofias (Parti progressiste des travailleurs, AKEL) – à Chypre, le chef de l'Etat occupe également la fonction de chef du gouvernement – et

possède pas du droit de vote au sein de la Chambre des représentants, à l'exception de tout ce qui concerne la communauté qu'il représente.

rassemblant, outre son propre parti, le Parti démocratique (DIKO) et des personnalités indépendantes, de « créer une illusion de prospérité ». Nicos Anastasiades affirme que Chypre est l'un des pays européens où les prix de l'électricité mais aussi du lait, du café, du pain et autres denrées essentielles aux ménages sont les plus élevés.

Le numéro deux et leader du parti au Parlement, Averof Neophytou, a critiqué la décision de Demetris Christofias d'emprunter 200 millions € sur le marché intérieur. Selon lui, l'attitude du gouvernement prouve que les agences de crédit ont eu raison de dégrader la note de l'île. 2 agences de notation Standard and Poor's et Moody's ont en effet reproché à Nicosie l'inadéquation de ses mesures fiscales, l'absence de réforme structurelle en matière de salaires du secteur public et l'importance de ses transferts sociaux qui constituent les 2/3 des dépenses de l'Etat et sont des obstacles à la réduction du déficit public et de la dette.

Selon Averof Neophytou, le gouvernement de Demetris Christofias ne possède pas de plan pour lutter contre la crise socioéconomique qui affecte le pays et « nous entraîne dans une spirale sans fin avec des conséquences négatives pour l'économie ». Le Rassemblement démocratique demande au président de la République de prendre rapidement des mesures sur les pensions de retraite et de travailler à retrouver la confiance des marchés internationaux. La Chambre des représentants a voté le 21 avril dernier une loi qui abolit le système de pensions multiples (les personnes qui touchaient plusieurs pensions de retraite percevront désormais la moitié du dernier salaire qui était le leur lorsqu'elles étaient encore en activité). Toutefois, les députés ne seront pas affectés par ce nouveau texte. Selon de nombreux analystes, la nouvelle loi ne devrait pas permettre de réaliser des économies conséquentes (environ un million € par an) en raison notamment du nombre important des exceptions à la règle. « Le problème des pensions multiples a permis de ne pas s'intéresser à d'autres enjeux importants comme la réforme générale des retraites » a souligné Averof Neophytou.

La ministre du Travail, Sotiroula Charalambous (AKEL), a affirmé que tous ceux qui indiquent que la viabilité du système des pensions de retraite est menacée avancent « *des idées sans fondement* ». Le ministre des Finances sortant, Charilaos Stavrakis (indépendant), a souligné que le sujet était une « *bombe à retardement* ».

Demetris Christofias a régulièrement mis en avant les derniers résultats économiques du pays. La croissance du PIB a été l'an passé de 1%, soit un chiffre plus élevé que prévu. Elle devrait atteindre 1,5% en 2011 selon la Commission européenne et 1,7% selon le Fonds monétaire international (FMI). Le gouvernement a atteint son objectif en matière de déficit public : celui-ci s'est élevé à 5,3% l'an dernier, soit au-dessous de la barre des 6%, pourcentage maximum qui lui avait été autorisé par Bruxelles. Demetris Christofias a affirmé que le gouvernement ferait tout pour atteindre le but fixé cette année à Chypre par l'Union européenne, à savoir faire baisser le déficit public sous la barre des 4,5%. Le chômage s'établissait à 7,2% de la population active en mars dernier. Il atteint toutefois 20,2% parmi les jeunes.

Le porte-parole du Parti progressiste des travailleurs, Stavros Evagorou, a déclaré : « *Nous ne devons pas être trop optimistes mais l'économie chypriote est sur la bonne voie. Les résultats, fondés sur les estimations de la Commission européenne, sont satisfaisants* ».

« *Il n'y aura pas d'augmentation des salaires du secteur public car nous n'avons pas suffisamment d'argent dans les caisses* » a déclaré le ministre des Finances sortant, Charilaos Stavrakis, qui a assuré que le gouvernement allait entamer des discussions avec le syndicat panchypriote de la fonction publique (PASYDY) afin d'économiser jusqu'à 35 millions €. Le chef de l'Etat Demetris Christofias a affirmé avoir rencontré des membres du syndicat à plusieurs reprises, une information qui avait été démentie le leader du syndicat, Glafcos Hadjipetrou.

Le vice-président du Parti démocratique, Nicolas Papadopoulos, a indiqué que le nombre de fonctionnaires avait augmenté, contrairement aux dires du gouvernement (auquel son parti appartient). Nicolas Papadopoulos a déclaré regretter que Charilaos Stavrakis refuse de discuter pensions de retraites et rémunérations des fonctionnaires comme s'il ne souhaitait pas que les Chypriotes connaissent la situation socioéconomique réelle du pays avant le scrutin.

Le gouverneur de la Banque centrale de Chypre, Athanasios Orphanides, a demandé la mise en place rapide de réformes structurelles. Il s'est réjoui du fait que les autorités du pays aient reconnu la nécessité de contenir les dépenses publiques et de réformer le système des pensions de retraites, une mesure nécessaire mais non suffisante pour le financier. Selon Athanasios Orphanides, les problèmes structurels de Chypre sont connus depuis de longues années mais la volonté d'obtenir des taux de croissance élevés l'a emporté sur la nécessité de trouver rapidement des solutions aux problèmes. « *Avec un gouvernement sous surveillance pour déficit excessif, notre économie nationale court de graves risques* » a conclu le gouverneur de la Banque centrale. Fin avril, Chypriotes et Turcs se sont de nouveau rencontrés dans le cadre des négociations sur la réunification de l'île menées sous l'égide des Nations unies. « *La Turquie doit changer de position et devenir plus flexible pour que nous puissions parvenir à une solution* » a déclaré le président de la République sortant Demetris Christofias à l'issue de la rencontre.

Le ministre grec des Affaires étrangères, Demetris Droutsas (Mouvement socialiste panhellénique, PASOK), a assuré les Chypriotes qu'Athènes était à leurs cotés pour solutionner le problème de l'île. « *Nous soutenons les efforts du président chypriote Demetris Christofias en faveur d'une solution fondée sur les bases des décisions de l'Organisation des Nations unies et en conformité avec l'acquis communautaire pour un Chypre uni et libéré des troupes turques* » a-t-il affirmé, qualifiant la présence des troupes turques sur l'île de « *honte* ».

La Commission européenne a accordé 25 millions € à Nicosie. Cet argent est destiné à la communauté turque. « *Cette proposition montre une fois de plus l'engagement de l'Union européenne dans le règlement de la question chypriote. Ce fonds est un signal fort que Bruxelles attend que les conversations pour la réunification de l'île se concluent avec succès* » a souligné le commissaire européen à l'Élargissement et la Politique européenne de voisinage, Stefan Füle. Les fonds accordés par la Commission européenne doivent être utilisés pour soutenir la réunification du pays dans plusieurs secteurs (éducation, société civile, développement rural, l'environnement mais aussi l'action du Comité en charge des personnes disparues et l'ouver-

ture de nouveaux points de passage). Selon les enquêtes d'opinion, le Rassemblement démocratique devrait arriver en tête des élections législatives du 22 mai prochain. Il devancerait le Parti progressiste des travailleurs et le Parti démocratique. De nombreux observateurs de la vie politique s'at-

tendent à voir le principal parti d'opposition tenter de former une coalition gouvernementale avec le Mouvement pour la social-démocratie (EDEK), parti présidé par Yiannakis Omirou.

La chambre des représentants qui sera élue le 22 mai se réunira le 2 juin prochain.

L'opposition de droite arrive en tête des élections législatives à Chypre

RESULTATS

Le Rassemblement démocratique (DISY) est arrivé en tête des élections législatives le 22 mai à Chypre. Dirigé par Nicos Anastasiades, le DISY a recueilli 34,28% des suffrages et 20 des 56 sièges du parlement (+2 par rapport au précédent scrutin législatif du 21 mai 2006). Il devance le Parti progressiste des travailleurs (AKEL) du président de la République Demetris Christofias qui a obtenu 32,67% des voix et 19 sièges (+1). Les deux partis enregistrent une légère progression par rapport à 2006.

En revanche, le Parti démocratique (DIKO) emmené par Marios Karoyian, partenaire de l'AKEL au gouvernement, est en recul. Il a recueilli 15,76% des suffrages (9 sièges, -2) et arrive en 3e position. La coalition gouvernementale, qui rassemble l'AKEL et le DIKO devrait toutefois se maintenir. Le Mouvement pour la social-démocratie (EDEK), dirigé par Yiannakis Omirou, a obtenu 8,93% des voix (5 sièges, =) tandis que le Parti européen (EVROKO), parti d'extrême droite dirigé par Demetris Syllouris, a remporté 3,88% des suffrages (-1,9 point) et 2 sièges (-1). Le Mouvement écologiste et environnementaliste (KOP), conduit par Ioanna Panayiotou, a obtenu 2,21% des voix (1 siège, =) et enregistré une très légère progression (+0,25 point). Enfin, le Front national populaire (ELAM), dirigé par Christodoulos Ioannides, a recueilli 1,08% des suffrages.

La participation, obligatoire à Chypre, a nettement reculé par rapport aux précédentes élections législatives du 21 mai 2006 ; elle s'est établie à 78,7%, soit -10,4 points.

Devancé dans les urnes, le Parti progressiste des travailleurs a donc enregistré une défaite. « Les conditions de la bataille étaient difficiles en raison de la crise économique. Les formations au pouvoir dans d'autres pays européens enregistrent un net recul ou bien sont défaites dans les urnes. Dans ces circonstances, le Parti progressiste des travailleurs a réussi à améliorer son résultat » a déclaré le président de l'AKEL, Andros Kyprianou. Le président du Rassemblement démocratique (DISY), Nicos Anastasiades, a vu dans ces résultats un « message envoyé au gouvernement en place en faveur d'un changement de politique ». Le score est un revers pour le Président sortant, Demetris Chris-

tofias, critiqué pour les concessions qu'il aurait faites dans les négociations de paix en cours pour la réunification de l'île sous l'égide des Nations Unies et, plus généralement, pour son absence de résultat dans ces pourparlers.

« Nous devons concentrer notre attention sur la façon dont nous allons surmonter cette stagnation causée par l'intransigeance de la Turquie et créer les conditions pour trouver une solution rapide du problème de Chypre » a déclaré Demetris Christofias.

La victoire des forces de droite pourrait modifier la donne des négociations en cours dans le sens d'une plus grande fermeté des Chypriotes et rendre plus dif-

ficile l'établissement d'un compromis. Le DIKO, longtemps modéré sur ce sujet, a évolué en faveur d'une ligne plus dure, ne ménageant pas ses critiques envers le président de la République alors qu'il était membre de la coalition gouvernementale. « Nous avons payé le prix de notre tolérance à l'égard de tactiques du gouvernement avec lesquelles nous étions en désaccord » a déclaré Nicholas Papadopoulos, vice-président du DIKO. « Le chef de l'Etat a le choix entre deux attitudes. Il peut décider de tout faire pour avancer vers une réelle solution ou bien d'adopter une ligne plus dure dans l'espoir d'augmenter son nombre de voix à la prochaine élection présidentielle » a indiqué l'analyste politique Hubert Faustmann.

L'issue des négociations dépendra aussi des résultats des élections législatives turques qui auront lieu le 12 juin prochain. A 3 semaines du scrutin, le Parti de la justice et du développement (AKP) du Premier ministre sortant Recep Tayyip Erdogan est donné gagnant par toutes les enquêtes d'opinion et devrait remporter un 3e mandat consécutif.

Demetris Christofias et Dervis Eroglu, dirigeant de la partie nord de l'île, (Parti de l'unité nationale, UBP), rencontreront le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le 7 juillet prochain à Genève dans l'espoir de trouver une solution à la division de l'île avant mi 2012. Cette réunion fait suite à celles des 18 novembre 2010 et 26 janvier dernier qui ont rassemblé les trois hommes. Ban Ki-moon a insisté sur la nécessité d'accélérer les progrès de façon à conclure, dès que possible, un accord acceptable par les parties. Il a exprimé sa frustration croissante par rapport

à l'absence de progrès lors des précédentes négociations. Chypre prendra la présidence de l'Union européenne le 1er juillet 2012.

Lors du scrutin le 22 mai, le pouvoir en place a également été sanctionné en raison de la situation socio-économique de l'île. Deux ans après le début de la crise économique internationale, l'économie chypriote est en effet sous forte tension. Chypre a enregistré une croissance nulle au 1er trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent (le PIB a crû de 1% en 2010), soit le pire résultat enregistré depuis le 4e trimestre 2009. Par ailleurs, le taux de chômage s'établit à 7,2% de la population active (chiffres de mars dernier). Nicosie a dû par trois fois emprunter de l'argent sur les marchés financiers et pourrait être prochainement contraint de recourir de nouveau à l'emprunt. La note de l'île a d'ailleurs été récemment dégradée par les agences de notation Standard and Poor's et Moody's.

L'Union européenne a fixé aux autorités chypriotes l'objectif suivant : faire baisser le déficit public du pays sous la barre des 4,5% du PIB. Le gouvernement aura donc besoin d'une majorité parlementaire solide pour mettre en œuvre dans les prochains mois une politique qui a risque d'être impopulaire.

La victoire de l'opposition de droite pèse sur les chances de réélection à la présidence de la République du chef de l'Etat sortant Demetris Christofias (qui n'a toutefois pas pour l'heure indiqué s'il serait candidat à sa propre succession) lors du prochain scrutin prévu en février 2013 et a contrario, augmente celles du Rassemblement démocratique (DISY).

Résultats des élections législatives du 22 mai 2011 à Chypre

Participation : 78,7% (le vote est obligatoire dans l'île)

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges obtenus
Rassemblement démocratique (DISY)	138 682	34,28	20
Parti progressiste des travailleurs (AKEL)	132 171	32,67	19
Parti démocratique (DIKO)	63 763	15,76	9
Mouvement pour la social-démocratie (EDEK)	36 113	8,93	5
Parti européen (EVROKO)	15 711	3,88	2
Mouvement écologiste et environnementaliste (KOP)	8 960	2,21	1
Front national populaire (ELAM)	4 354	1,08	0
Autres	4 728	1,19	0

Source : Site internet des élections
(<http://www.vouleftikes.com/default.asp?id=336>)Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.